

MATÉRIAUX

pour l'histoire de notre temps

PUBLIÉ PAR LA BDIC ET L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA BDIC ET DU MUSÉE • N° 81 • janvier-mars 2006 • 12 €



BIBLIOTHÈQUE DE
DOCUMENTATION
INTERNATIONALE
CONTEMPORAINE



L'Argentine *de Perón à Kirchner*

1973-2003

ISSN 0769-3206

BDIC, 6, allée de l'Université, 92001 Nanterre cedex • Tél. 01 40 97 79 21 • Fax 01 40 97 79 40 • www.bdic.fr

SOMMAIRE

L'Argentine de Perón à Kirchner

1973-2003

Bruno Groppo,

Éditorial 1

Politique

Luis Alberto Romero

L'Argentine de 1973 à 2003 : un survol 7

Ana M. Barletta, Jorge Cernadas

De la « démocratie intégrée »
au terrorisme d'État : 1973-1976 14

Waldo Ansaldi

Autour de la re-légitimation
de la classe politique argentine 21

Alfredo Pucciarelli

La dégradation de la politique 26

Économie

Jorge Schvarzer

25 ans de recul historique 35

Eduardo Basualdo

Évolution et impact de la dette extérieure 42

Daniel Azpiazu, Martín Schorr

Le traumatisme des privatisations 51

Société et mémoire

Ana Julia Ramírez, Aníbal Viguera

La protestation sociale dans les trois
dernières décennies du XX^e siècle 58

Pablo A. Pozzi

Crise et décadence de la classe ouvrière 70

Noemí M. Girbal-Blacha

Mémoire, identité nationale et crise.
Réflexions dans une perspective historique 78

Sandra Raggio

La lutte pour les droits de l'homme
et la mémoire du terrorisme d'État
dans la construction de la démocratie 87

Roberto Pittaluga

Écritures du passé récent argentin :
entre histoire et mémoire 99

Patricia Funes

Espionner, fichier, réprimer. La Direction
des services de renseignement de la police
de la province de Buenos Aires et ses archives 105

Cécile Tardy

L'Argentine à la BDIC :
des partenariats renouvelés 115

Résumés / abstracts 117

Bulletin d'abonnement 120

Ce numéro est publié avec le concours de l'Institut d'histoire contemporaine de l'Université de Dijon. Plusieurs articles ont été préparés dans le cadre du projet de recherche ECOS-Sud sur La génération militante des années 1960 et 1970 en Argentine et en France : histoire, mémoire, sources.

Toutes les photos qui figurent dans ce numéro ont été mises à disposition gratuitement par le CEDINCI (Centro de Documentacion e Investigacion de la Cultura de Izquierdas en la Argentina) de Buenos Aires. Nous tenons à remercier Roberto Pittaluga, directeur du Cedinci, Horacio Tarcus, Adriana Petra et Laura Ehrlich, qui nous ont aidé à sélectionner les documents.

Autour de la re-légitimation

Waldo ANSALDI

de la classe politique argentine¹

Le 1^{er} juillet 1982, alors que la dictature institutionnelle des forces armées se trouvait déjà dans une phase de repli, fut abrogée la loi 21.233, qui avait été introduite pour réprimer les activités politiques. Le 27 août de la même année, le dernier dictateur, le général Reynaldo Bignone, annonça la promulgation de la Loi organique sur les partis politiques, un instrument élaboré pour les réorganiser, dans le but de convoquer des élections générales destinées à élire les nouvelles autorités législatives et exécutives du pays. La loi impliquait, formellement, la refondation des partis pré-existants, ou la fondation de nouveaux partis, mais la plupart d'entre eux, en particulier les organisations historiques, n'avaient pas complètement disparu pendant la dictature. Comme l'a bien montré César Tcach, tout au long des années 1976-1983 les partis ont continué à exister, grâce surtout à « la pratique politique de leurs groupes dirigeants, faite de dénonciations et aussi de silences, mais dont la continuité fut une donnée fondamentale pour stimuler la foi renouvelée dans les partis nourrie par la société argentine à partir de 1982² ». Marcos Novaro et Vicente Palermo font le même constat : « Bien qu'ayant été suspendus, et dans une certaine mesure grâce à cette suspension, qui permit aux dirigeants de continuer dans leurs fonctions, les partis qui n'avaient pas été interdits maintinrent pendant les années de la terreur une certaine activité, quoique restreinte³. »

La nouvelle loi imposait l'obligation de s'affilier à un parti, ou de se ré-affilier, à tous ceux qui voulaient participer au futur processus d'élections internes (aux partis) pour élire des autorités et des candidats. La campagne d'affiliation aboutit à un résultat spectaculaire, que beaucoup d'observateurs interprétèrent, à juste titre, comme un plébiscite informel sans équivoque contre la dictature et pour la démocratie : un tiers environ des personnes inscrites dans les listes électorales du pays (près de 14 millions) s'affilia à l'un ou l'autre des partis politiques. Comme on pouvait le prévoir, les deux partis populaires, c'est-à-dire le Parti justicialiste [péroniste] et l'Union



La foule rassemblée entre la place de Mai et le Congrès peu avant la cérémonie de prestation de serment de Raúl Alfonsín comme président le 10 décembre 1983

civique radicale, obtinrent les scores les plus élevés : 3 500 000 et 1 400 000 voix respectivement.

Le 30 octobre 1983, les élections qui portèrent Raúl Alfonsín à la présidence de la République confirmèrent le degré élevé de participation des citoyens à la décision d'élire leurs représentants et leurs gouvernants. Les résultats mirent en évidence, entre autres aspects dignes d'attention, une polarisation exacerbée autour des deux partis majoritaires : les radicaux et les justicialistes totalisèrent, à eux deux, 92 % des suffrages exprimés (52 + 40 %). Le vote blanc fut négligeable : à peine 2 % (près de 290 000 voix), ce qui signifiait, toutefois, la quatrième position par ordre d'importance quantitative. Les citoyens argentins confirmaient ainsi leur refus de la dictature. Au milieu de l'euphorie, de surprises et d'amertumes, le candidat malchanceux du Parti socialiste populaire, Guillermo Estévez Boero, trouva l'explication juste : « La plupart des électeurs ont rejeté le régime militaire, dominant dans le pays, qui avait imposé le plan de [l'ex-ministre de l'Économie de la dictature, José] Martínez de Hoz. » Et il ajouta,

1. L'article de Waldo Ansaldo incluait une analyse détaillée de la crise de 2001. En accord avec l'auteur, nous avons supprimé cette partie, très intéressante mais trop spécifique par rapport à l'analyse générale de l'évolution politique en Argentine. Les crochets signalent les passages supprimés (B. G.).

2. César Tcach (1996), « Partidos políticos y dictadura militar en Argentina (1976-1983) », dans *Diversidad partidaria y dictaduras : Argentina, Brasil y Uruguay*, Silvia Dutrenit, Waldo Ansaldo, Gerardo Caetano y César Tcach, (dir.), México DF, Instituto de Investigaciones D^r José María Luis Mora, 1996, p. 26.

3. Marcos Novaro et Vicente Palermo, *La Dictadura militar (1976-1983)*, Buenos Aires, Editorial Paidós, 2003, p. 513.

Waldo ANSALDI, historien, professeur à l'Université de Buenos Aires, chercheur au CONICET, spécialiste d'histoire sociale latino-américaine.

pour tenter de justifier les maigres résultats de son parti : « La polarisation qui a eu lieu n'est pas représentative de la mosaïque politique, mais est la conséquence de l'absence d'activité politique et des caractéristiques qu'on a données à la campagne électorale⁴. »

En réalité, l'aspect significatif du triomphe d'Alfonsín, inattendu pour beaucoup, consistait dans le fait d'avoir réussi à convaincre l'électorat qu'il était un candidat qui ne transigerait pas avec les militaires en matière de droits de l'homme et de combines politiques. La majorité des citoyens comprit qu'il garantissait, mieux que tout autre candidat, la possibilité d'instaurer la démocratie sans faire de concessions aux militaires. Alfonsín visa très juste — si on le juge en termes d'efficacité de la propagande — en insistant sur l'idée que la démocratie était la panacée pour s'alimenter, s'éduquer et se soigner. Toutefois, du point de vue conceptuel il commit, dans une société dotée d'une faible culture démocratique, une grave erreur en attribuant à la démocratie des objectifs et des fonctions qui ne sont pas propres ou distinctifs de cette dernière. Pour beaucoup de secteurs, plus attentifs à la satisfaction de leurs nécessités économiques légitimes qu'aux valeurs politiques démocratiques et citoyennes, l'échec du gouvernement radical en matière d'emploi (surtout, mais aussi d'éducation et de santé) était aussi — et peut-être surtout — l'échec de la démocratie.

Le retour des politiques et des partis ne peut donc pas être interprété comme une récupération rapide de la représentativité. Novaro et Palermo ont raison d'affirmer que « le problème n'est pas que les partis n'aient pas été "représentatifs" dans les années précédentes », ni que leur renaissance fût « une réédition d'expériences précédentes. La présence massive et active des citoyens dans la réorganisation des partis exprimait en réalité des tendances simultanées contradictoires, comme une recomposition des liens d'appartenance avec certaines forces politiques, principalement le radicalisme et le péronisme, et une relation plus ambiguë et conditionnée avec les organisations corporatives et avec l'État [...]. Si les partis purent canaliser ce sentiment collectif, ce fut parce qu'il agirent aux yeux du public, plus que jamais, comme expression de la société, loin de l'appareil d'État. Ainsi, en opposition à l'État autoritaire, la dimension plus innovatrice introduite par cette transition — dans un esprit libéral républicain et de valorisation du pluralisme politique — faisait des partis les destinataires logiques de l'attention, des attentes et de la participation⁵. »

Il va de soi que les partis réorganisés, et même ceux créés en 1982-1983, n'impliquèrent rien de nouveau, en tant que tels, sauf le leadership d'Alfonsín. Malgré tout, ce qui se passa alors eut une signification probablement décisive. Comme l'a bien souligné Tcach, ce fut un moment d'inflexion, de rupture effective avec la tradition et l'histoire : la « politisation putschiste des militaires et [la] militarisation de la politique des partis » devinrent des données appartenant désormais au

passé. On vit aussi apparaître « une nouvelle dynamique des relations entre les partis, fondée sur le compromis plutôt que sur la négation de l'adversaire⁶ ».

Tcach a raison quand il cite comme exemples de la nouvelle dynamique des relations entre les partis « l'unité d'action contre le putschisme militaire pendant le gouvernement d'Alfonsín et la réforme constitutionnelle de 1994 ». En même temps, toutefois, ces deux faits eurent une conséquence négative, en ouvrant la voie à la politique à portes fermées, loin de « la vue du public », surtout avec l'accord entre radicaux et péronistes pour réformer la Constitution nationale (le Pacte de Olivos entre Menem et Alfonsín). Une bonne partie du discrédit de la classe politique argentine trouve ici un épisode marquant, non isolé, mais au contraire un anneau supplémentaire d'une chaîne.

La décennie des années 1990, marquée par toutes les tares attribuées au « menemismo », exacerba le discrédit des partis et de la classe politique et mit en question la représentativité des uns et de l'autre. En particulier, la classe politique et le fonctionnement de la politique restèrent associés à la corruption. Le sommet fut atteint, comme on sait, avec la crise commencée à la fin de 2001.

Odyssée 2002

La crise argentine qui éclate en 2001 est triple : économique (commencée en 1998), sociale et politique. Même si les mobilisations populaires des 19 et 20 décembre 2001 sont considérées d'habitude comme le symbole de la dimension politique de la crise, ses débuts visibles se situent dans la démission du vice-président de la République, Carlos Chacho Alvarez, le 5 octobre 2000, et elle se manifesta déjà avec les résultats électoraux du 14 octobre 2001. Mais une analyse approfondie pourrait montrer que la crise commença à mûrir dès le moment où l'Alliance [des partis opposés à Menem] choisit comme candidat à la présidence Fernando De la Rúa, un politicien conservateur, médiocre et avec des antécédents discutables en matière de gestion. Cette candidature pronostiquait déjà un résultat négatif. On pourrait même dire que la composition même de l'Alliance — du moins pour ce qui concerne les secteurs prédominants, en termes quantitatifs et de direction, en son sein, c'est-à-dire le radicalisme proche de De la Rúa — le pré-annonçait. L'union fondée sur la peur panique (du « menemismo ») fut ainsi plus forte et décisive que le programme (combattre le modèle néolibéral).

Les 19 et 20 décembre 2001, la politique se déplaça des cercles restreints de la société vers la rue. Elle récupéra son acception étymologique, ce qui constitue une donnée significative de la crise. Une portion considérable des secteurs sociaux urbains occupa les rues, c'est-à-dire la *polis*, et posa, avec des avancées et des

4. La Nación, 31 octobre 1983 (italiques de W. Ansaldo).

5. Novaro et Palermo, op. cit., pp. 514-515 (ital. de W. Ansaldo).

6. Tcach C., op. cit., pp. 86-87. Je partage cet avis et j'attribue à ce fait une importance décisive, que je ne peut pas analyser ici. Je me limite à dire que, d'après mon hypothèse, la culture politique argentine se constitua, depuis le moment même de la rupture de la situation coloniale en 1810, à travers la suprématie de la logique de la guerre — l'autre étant vu comme l'ennemi qu'il faut, à la limite, tuer — par rapport à la logique de la politique — l'autre comme adversaire —, en empêchant ou en rendant très difficile et fragile la formation d'une arène dans laquelle traiter les différences.



Chômeurs pendant une manifestation de piqueteros

reculs, la question de récupérer et assumer une implication directe dans la *res publica*. Dans les moments de crise, les symboles deviennent évocateurs. Alors que la société portait la politique dans la rue, les politiciens professionnels — à commencer par les législateurs — s'enfermaient derrière des barrières métalliques, c'est-à-dire en prison. [...]

L'aggravation de la crise de représentativité des partis politiques

Les crises sont, d'habitude, des occasions propices pour l'apparition de nouvelles formes de représentation, d'organisation et d'action. Dans la longue crise actuelle, des secteurs de la société argentine — surtout les plus touchés — en ont produit quelques-unes très intéressantes, comme les *piqueteros* et les assemblées de quartier.

Les premiers « piquets » ont fait leur apparition en juin 1996, organisés par des travailleurs du pétrole de Cutral-Co, en Patagonie, auxquels se sont joints plus tard, en 1997, ceux de Tartagal, dans le nord du pays, réduits au chômage par la privatisation de l'entreprise pétrolière d'État YPF (Yacimientos petrolíferos fiscales), en adoptant comme modalité d'action la coupure de routes, comme les paysans boliviens. Ces deux premiers mouvements de protestation furent initialement désacti-

vés par le gouvernement Menem grâce à l'attribution d'allocations d'aide aux chômeurs. Peu de temps après, toutefois, des mouvements analogues commencèrent à se produire dans le Grand Buenos Aires⁷. Leur expansion quantitative, comme forme de lutte, fut très rapide. Au début, les revendications portaient presque exclusivement sur l'alimentation, la santé, le logement et surtout, naturellement, le travail.

Aux piquets participent hommes et femmes d'âge très divers. Dans leur manière de s'organiser et dans leur *modus operandi* on peut reconnaître le passé ouvrier. Seule l'expérience des luttes syndicales, en effet, permet de se doter d'instruments comme ceux qu'ils utilisent, y compris l'appel à la violence. Politiquement et idéologiquement, les *piqueteros* représentent une mosaïque de positions, souvent très divergentes, même s'ils se reconnaissent tous comme faisant partie du *camp populaire*, expression ambiguë qui sert à renforcer ce qui les unit et à laisser de côté l'analyse de leurs différences. Même si leurs organisations ne dépendent pas organiquement de partis politiques, leurs divisions correspondent en partie à des positions politiques, surtout dans le cas des dirigeants, beaucoup plus que dans celui des militants de base, qui en général n'ont pas de formation ou d'expérience politique préalable.

Les organisations de *piqueteros* ont créé un nouveau tissu social, à partir de formes originales d'action dans les quartiers, qui vont depuis des potagers collectifs jusqu'à des cantines et des centres de santé communautaires.

7. L'agglomération formée par la capitale et son immense banlieue.

Cependant, leur potentiel de rupture a été entravé par leur entrée dans la logique perverse de fonctionnement du système politique traditionnel. L'État destine une importante somme annuelle d'argent aux allocations pour chefs de familles (*Planes Jefes y Jefas de hogar*), et ces allocations sont devenues, au-delà de leur objectif spécifique, une source de financement pour les organisations de *piqueteros*. Ces dernières ont rompu l'ancien monopole de la distribution de l'aide sociale, que se partageaient les chefs politiques et syndicaux locaux, mais n'ont pas rompu avec la pratique consistant à négocier avec l'État (à ses différents niveaux : national, provincial et municipal) et entre elles-mêmes la quantité distribuée. La logique clientéliste, caractéristique de ce type d'allocations, a ainsi fini par s'imposer, et même les organisations les plus contestataires n'y échappent pas. Pire encore, ces organisations se sont laissées capturer — ou submerger — par la suprématie historique de la logique corporative, si typique du système politique argentin. D'un autre côté, la fréquence de leurs mobilisations de rue leur a fait perdre, surtout dans la capitale, l'appui — dont elles bénéficiaient auparavant — d'une bonne partie de la classe moyenne.

La crise a produit une autre nouveauté importante, les assemblées de quartiers, qui se sont formées dans quelques-unes des principales villes du pays, mais surtout dans Buenos Aires. Des milliers d'habitants des quartiers se sont réunis spontanément en assemblée pour essayer de résoudre l'un des deux problèmes — parfois tous les deux — créés par l'existence et l'action de ces assemblées : construire de nouvelles formes d'espace « public-politique », au-delà des institutions étatiques et de la médiation des partis, sur un plan plus macro-sociologique, ou bien se limiter à s'occuper du quartier et de ses différents besoins, sur un plan plus

micro-sociologique. Ainsi, la création de cantines populaires, la réalisation d'actions de solidarité avec des *cartoneros*⁸ ou convergentes avec celles des *piqueteros*, et d'autres manifestations collectives, en plus des assemblées inter-assemblées, ont montré les potentialités de cette nouvelle forme de participation à la base. Les assemblées de quartier ont été — et sont encore, en dépit de leur quasi disparition — une formidable expérience de récupération de la politique, de l'espace public et de la participation active. Elles ont restitué à la politique sa signification étymologique. La droite et la gauche réellement existantes les ont considérées comme l'expression argentine des soviets d'autrefois et ont agi en conséquence : la première, pour les liquider⁹ ; la seconde, en se proposant comme avant-garde de ces assemblées et en faisant tout le possible pour les coopter, provoquant ainsi un fort courant de désertions chez les habitants des quartiers concernés. En fait, la gauche réellement existante, avec sa manie avant-gardiste et sa stratégie de cooptation, est en grande partie responsable de l'échec de cette expérience originale et de rupture. À cause de l'action de la droite et de la gauche, mais aussi en raison de leur incapacité à passer à une instance supérieure d'organisation et d'action, les assemblées de quartier, malgré certaines pratiques innovatrices qui ont eu du succès, semblent s'être enlisées, du moins en tant qu'espace renouvateur de la pratique politique et embryon d'un approfondissement de la démocratie.

Entre décembre 2001 et décembre 2003 — deux longues années — on observe le passage d'une situation quasi insurrectionnelle à des élections présidentielles avec une participation élevée des citoyens et à une phase de stabilisation institutionnelle : les cinq principaux candidats (tous provenant des deux partis traditionnels, le radical et le péroniste) ont obtenu dans

8. Ceux qui, dans les villes, tentent de survivre en ramassant les cartons et autres papiers, jetés aux ordures, afin de les revendre.

9. Le vieux quotidien de droite *La Nación* considérait les assemblées comme un embryon de soviets et les condamnait en tant que mécanismes informels de prise de décisions et en tant que danger pour la démocratie représentative. Voir par exemple l'éditorial « *Asambleas barriales* » du 14 février 2002. Il va de soit, naturellement, que ce journal a passé et passe sous silence le pouvoir informel du capital financier et des organismes internationaux comme le Fonds monétaire international.



Une assemblée de quartier en janvier 2002

l'ensemble presque 95 % des voix, un démenti éclatant aux mots d'ordre de l'hiver 2002 : « *Qu'ils s'en aillent tous, qu'il n'en reste aucun* » et « *Piquets, casseroles / même lutte* »¹⁰. Il s'est agi d'un tournant plus que significatif.

Pendant ce temps, au niveau institutionnel, il y eut les dix derniers jours fous de décembre 2001, avec la succession d'éphémères présidents de la République, qui se conclut avec la nomination, par le Parlement, du sénateur justicialiste Eduardo Duhalde au poste de président, pour une durée pouvant aller jusqu'au 10 décembre 2003.

Rodriguez Sáa, l'un des éphémères présidents, avait décrété, sous les applaudissements des législateurs, la suspension du paiement de la dette extérieure (*default*), même si, d'après certaines informations, elle ne fut pas effective, puisque on continua, semble-t-il, à effectuer des paiements. Cette mesure fut suivie, déjà sous le gouvernement Duhalde, par la dévaluation du peso — qui provoqua une forte augmentation des prix et une très forte baisse des salaires réels —, une certaine pénurie de produits essentiels et la chute des activités civiles et commerciales juridiquement régulées (contrats, dettes, dépôts en dollars), en plus d'une formidable rupture des règles du jeu institutionnel ou, si l'on préfère, un bouleversement social, économique et politique¹¹.

Pour le gouvernement Duhalde il s'agissait, en premier lieu, de rétablir l'ordre, d'éviter la continuation de la violence et de construire — plus, probablement, que reconstruire — un cadre permettant de réguler le fonctionnement du système bancaire-financier et commercial. Comme l'avait déjà indiqué Eduardo Basualdo avant la crise de novembre-décembre 2001, l'affrontement opposait deux grandes fractions de la bourgeoisie : l'une, dominante jusqu'à la crise, formée par des groupes économiques locaux et quelques groupes étrangers, ayant comme base économique des placements financiers à l'étranger, et l'autre formée par les « détenteurs d'actifs fixes en obligations dollarisées, le secteur financier et les différents investisseurs étrangers qui avaient acquis des entreprises et des paquets d'actions pendant les années précédentes »¹².

L'action du gouvernement Duhalde consista à réattribuer des ressources, de telle manière que les grands bénéficiaires furent les banques (que l'État dédommagea économiquement pour les pertes provoquées par la « *pesificación* »¹³), les groupes économiques endettés en dollars (bénéficiés par la « *pesificación* » de leurs dettes), les grands propriétaires terriens et les entreprises rurales producteurs de matières premières et, par extension, les consortiums exportateurs, en grande partie transnationaux, pour lesquels un dollar fort est une source de profits (ce qui a conduit certains groupes agro-industriels à vendre sur le marché local aux mêmes prix que sur le marché international). Politiquement, les deux fractions se définirent autour de deux grandes positions : d'une part, celle des partisans de la dollari-

sation de l'économie, de l'adhésion à l'ALCA¹⁴ et du recours à l'armée pour réprimer les conflits sociaux ; de l'autre, celle des partisans de la dévaluation, de la « *pesificación* » et, bien que non nécessairement pour tous, du renforcement du Mercosur. Carlos Menem et Ricardo Lopez Murphy représentaient, politiquement, la première de ces positions. Eduardo Duhalde et Nestor Kirchner, la seconde. Avec naturellement des nuances, dans un cas comme dans l'autre.

Un troisième bloc de forces eut des possibilités de se constituer comme une alternative populaire, avec une orientation allant du centre-gauche à la gauche et avec une base sociale dans le syndicalisme non bureaucratique et dans divers sujets sociaux impliqués dans les luttes récentes ; mais il ne fut pas capable de transformer en réalité cette possibilité. [...] W. A.

(Traduction de Bruno Groppo)

10. *Que se vayan todos, que no quede ni uno solo ; Piquetes, cacerolas / la lucha es una sola*. La mention des casseroles fait référence au fait que pendant les émeutes de décembre 2001 beaucoup de manifestant(e)s étaient sorti(e)s dans les rues avec des casseroles et des couvercles sur lesquels ils/elles tapaient pour exprimer bruyamment leur mécontentement (NdT).

11. Même si on ne le prend pas toujours en compte, les crises — surtout les plus aiguës — sont aussi des crises des droits. Dans le cas argentin, l'ampleur de la crise fut telle qu'elle affecta des droits civils fondamentaux d'une économie et d'une société capitalistes, y compris le droit de propriété lui-même, comme dans le cas de la confiscation des dépôts bancaires.

12. Eduardo Basualdo, *Sistema político y modelo de acumulación en la Argentina. Notas sobre el transformismo argentino durante la valorización financiera (1976-2001)*, Universidad Nacional de Quilmes Ediciones, Bernal, 2001, pp. 86-87.

13. La transformation en pesos des dépôts bancaires en dollars, après l'abandon de la parité entre le peso et le dollar.

14. *Area de libre comercio de las Americas* (Zone de libre échange des Amériques), projet d'intégration commerciale au niveau du continent américain, fortement impulsé par les États-Unis depuis 1994.